

## Contribution de la section de Port de Bouc

Les communistes de Port de Bouc se sont réunis 3 fois pour débattre du projet de résolution qui sera proposé pour adoption à la conférence nationale des 10 et 11 avril 2021.

### **Sur l'ensemble du texte :**

Les camarades regrettent que le texte proposé s'en tienne à l'affirmation de grands principes. Même s'ils les partagent, ils auraient souhaité qu'ils soient assortis de propositions concrètes pour ouvrir des perspectives et donner à voir que d'autres choix sont possibles. Il est bien entendu qu'il s'agit d'une résolution c'est à dire d'un texte qui indique ce vers quoi nous voulons aller et pas d'un programme. Toutefois, dans la période actuelle où il y a besoin d'élever le niveau de conscience, il nous semble indispensable d'explicitier et d'illustrer nos positions par des propositions très concrètes. Il nous semble important que notre volonté et notre démarche soit lisibles et qu'elles apparaissent comme issue d'une réflexion à partir des préoccupations des Françaises et des Français.

### **Sur les choix de transformation révolutionnaire**

Deux thématiques manquent cruellement de développement : la jeunesse et la culture. Quant à l'égalité femmes-hommes, elle est seulement évoquée en creux. Or, pour chacune de ces questions, notre parti a des propositions. Sur la question de la paix, il manque l'exigence de la ratification du TIAN par la France.

### **Sur les échéances de 2022 et la candidature communiste**

La préparation de ces échéances s'inscrit dans un contexte de crise aigüe sociale, politique, sanitaire, voire anthropologique.

#### une crise sociale d'une ampleur inédite dont les femmes et les jeunes sont les principales victimes

- 12 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté,
- les demandes d'aides alimentaires ont augmenté de 30% à 50%,
- 700 plans de licenciement ont été déposés au ministère du Travail depuis le mois de mars,
- des commerces et des petites entreprises qui disparaissent ou vont disparaître.

#### une crise politique majeure avec une défiance sans précédent pour la parole publique

- la gestion de la pandémie, les annonces contradictoires du gouvernement alimentent la méfiance du peuple et font le lit des analyses les plus improbables.
- le gouvernement méprise la démocratie : le parlement perd de son pouvoir de contrôle, les élus locaux ne sont pas mieux traités non seulement ils doivent faire face à la situation sanitaire sans moyens mais en plus, ils apprennent les choses par la presse, c'est le conseil scientifique qui dicte la politique.

#### une situation sanitaire préoccupante

- le premier confinement a réduit de 70% la progression du virus mais le confinement partiel décidé à l'automne n'a eu que peu d'effets puisqu'aucun moyen n'a été mis par le gouvernement pour limiter la progression du virus et protéger la population. Toute sa stratégie repose sur la responsabilité individuelle là où la responsabilité collective et les pouvoirs publics devraient être à l'offensive.
- on doit affronter une troisième vague avec un hôpital public exsangue, un personnel hospitalier épuisé et l'arrivée de variants,
- après l'échec de la campagne de tests, c'est la campagne de vaccination qui commence à peine à se mettre en place contrairement à d'autres pays pour plusieurs raisons : un déficit logistique, l'absence de solidarité internationale qui pose la question de la levée des brevets

et justifie notre campagne pour un pôle public du médicament.

### une crise anthropologique

- le libéralisme effréné - représenté aujourd'hui en France par Macron et sa majorité – pose, en somme, la question même de l'humain et de quelle humanité nous voulons être.

Aujourd'hui plus que jamais, la question de la rupture avec le capitalisme se pose comme indispensable voire vitale. Pour autant, nous savons qu'une élections ne règlera pas tout notamment dans le cadre de la 5ème République. L'urgence est de travailler à éviter le piège libéralisme/nationalisme représenté par Macron et Le Pen et dans lequel on veut nous enfermer. Le rassemblement des forces de gauche autour de mesures fondamentales qui partent des préoccupations des gens et sur lesquelles le parti ne reculera pas, peut constituer une base de discussion avec les autres forces de gauche et à l'élaboration d'un projet pour l'élection présidentielle.

### **Sur le choix d'une candidature communiste**

Avant de répondre à cette question, nous nous en posons d'autres :

- Est-ce opportun de se prononcer au mois de mai alors que nous serons en campagne pour les départementales et régionales et au risque d'éluider le débat sur ces deux échéances au profit de celui sur l'élection présidentielle ? Nous savons que le présidentielisme est très prégnant dans l'opinion publique. Des candidats se sont déjà déclarés à gauche. Devons-nous nous laisser enfermer dans ce timing ?
- La construction d'une candidature dépend du rapport de force et les résultats électoraux font partie des éléments de l'analyse du rapport de force. Est-ce judicieux de se prononcer avant les élections départementales et régionales ?
- Une attente forte s'exprime pour le rassemblement de la gauche. C'est ce qui nous est proposé pour les départementales et les régionales, c'est ce qui a été fait pour les municipales et sénatoriales. Les élections présidentielle et législatives doivent-elles s'inscrire ou pas dans cette stratégie ? Peut-on se résoudre à la division des forces de gauche ? Nous souhaitons que les discussions soient poussées jusqu'au bout, jusqu'au pacte pour les législatives avec les forces politiques et citoyennes qui souhaitent un changement de politique et de majorité.

Par ailleurs, dans les médias, le Secrétaire national pose comme acquise la présence d'une candidature communiste notamment la sienne. Pourquoi, dans ce cas, demander aux Communistes de se prononcer ? Des camarades n'ont pas souhaité participer aux discussions autour du projet de résolution pour cette raison. Des appels sont publiés dans la presse et sur les réseaux sociaux. Les Communistes doivent pouvoir débattre dans les instances du parti et décider librement. La démocratie doit s'exercer dans notre organisation.

Les communistes de Port de Bouc ne sont pas opposés à une candidature communiste mais ils ne la posent pas non plus comme un préalable. Ils demandent à pouvoir se prononcer avec tous les éléments nécessaires à l'analyse du rapport de force, de la place du parti au sein de ce rapport de force et au sein de la gauche. Pour cela, ils demandent que cette décision se prenne après les élections départementales et régionales.